

mes, un moment les conjonctures les dépassent. Ils représentaient l'un et l'autre un passé, qui portait ses tares. Le gouvernement à l'époque des luttes, contre l'Empire ottoman ou l'Empire des Habsbourg, ne peut ressembler au pouvoir quand est faite l'unité. Jadis, les avenues en étaient gardées jalousement par les partis qui incarnaient un patriotisme avare, soucieux, belliqueux. Ici les « Messieurs » de Belgrade préparaient l'armée, les alliances, et montraient la voie du Sud. Là, les rudes paysans se battaient pour une révolution démocratique et agraire. Le choix des moyens importait peu. On dressait, en vue de l'union, un cadre de fonctionnaires et, pour l'émancipation, des tribuns populaciers : on n'exigeait d'eux que d'administrer les masses amorphes, d'exciter les foules passives.

Soudain un grand État naît et ne sont pas prêts ses cadres modernes. Il faut bien garder les anciens. Nos règlements et nos lois, disait fort justement à propos de la dernière crise le journal *Obzor* de Zagreb, sont un « conglomérat des diverses phases de l'évolution politique de l'Europe centrale et occidentale, alors que notre niveau politique est tout au plus à l'ère de l'absolutisme ». A peine l'unité réelle est-elle faite par le pacte du 14 juillet 1925, par le premier ministère vraiment serbo-croate (où Pachitch tire de prison Raditch et lui donne un portefeuille), que la crise éclate, moins gouvernementale que profonde. Un procès en concussion, d'autant plus retentissant qu'il se termine par la condamnation du propre fils de Pachitch : 1 an et 3 mois de prison, 125.000 dinars d'amende et de dommages-intérêts. Pachitch dut se retirer et, dignement, s'inclina devant la sentence des juges. Des manifestations